

En savoir plus

Raphaël Glucksmann est né le 15 octobre 1979 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), son père est le philosophe [André Glucksmann](#).

Diplômé de [Sciences Po Paris](#), Raphaël Glucksmann débute sa carrière en tant que **réalisateur**, avec le documentaire *Tuez-les tous !* sorti en 2004, sur le [génocide des Tutsis au Rwanda](#). La même année, il réalise un autre documentaire sur la Révolution orange en Ukraine. Fin 2017, il devient directeur du [Nouveau Magazine littéraire](#) avant de quitter son poste à l'été 2018. De 2017 à 2018, il intervient régulièrement en tant que **chroniqueur sur France Inter**.

Raphaël Glucksmann est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Génération gueule de bois : manuel de lutte contre les réacs*, paru en 2015 aux éditions Allary, dans lequel il s'indigne contre la montée des idées de l'extrême droite en France.

Parcours politique

Raphaël Glucksmann commence sa carrière politique au sein du parti Alternative libérale, pendant les élections législatives de 2007 - parti qu'il quitte avant le dépôt des candidatures. À partir de 2009, il devient le **conseiller de** [Mikhaïl Saakachvili](#), à l'époque président de la Géorgie. Sa vision politique se tourne rapidement vers la promotion d'une **Europe unie**.

En octobre 2018, Raphaël Glucksmann fonde son mouvement politique, [Place publique](#), un nouveau parti qui promeut la justice sociale, le respect de l'environnement, la pensée progressiste et l'unité européenne. Dès sa création, le parti entend rassembler la gauche (en dehors de la France Insoumise) pour les élections européennes de 2019. Raphaël Glucksmann prend alors la tête de la liste commune à son parti et au [Parti socialiste](#), et est élu **député européen**.

En 2020, il organise une campagne de sensibilisation sur la cause des [Ouïghours](#), une minorité musulmane qui vit en Chine. Raphaël Glucksmann dénonce les atteintes aux droits fondamentaux de la communauté, la détention massive et la répression dont les membres sont victimes par le gouvernement chinois. En tant que président de la commission sur l'ingérence étrangère, il plaide en faveur de sanctions internationales à l'encontre de la Chine.